



Madame l'Inspectrice d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres de la CAPD,

Nous sommes réunis, ou presque, pour la dernière CAPD de l'histoire du paritarisme, instance pour laquelle nous, représentants syndicaux, avons été élus par les enseignants du département. Témoignant leur confiance en nos valeurs, notre dévouement et notre morale, quelles que soient les organisations syndicales, ils ont eu la volonté d'être représentés et défendus dans les instances régissant leur carrière. La loi de transformation de la fonction publique les a dépossédés de ce droit. Nous avons déjà dit tout le mal que nous pensions de celle-ci, qui se trouve être une des lois les plus anti-démocratiques passées durant cette mandature. La RGPD est venue apporter le coup de grâce à un système qui fonctionnait honnêtement, même si le dénouement du mouvement hier a montré qu'elle ne s'appliquait pas partout avec la même rigueur.

Il est ironique que nous finissions par l'examen des promotions hors classe. Vous remarquerez l'épanadiplose. C'est en effet l'augmentation graduelle du ratio de promotions qui a marqué, pour la première fois depuis des lustres, un réel intérêt du politique pour ses enseignants. Le Se Unsa 77 se souvient encore du nombre de collègues à la veille de la retraite, patientant des années pour être dans les cinquante heureux promus. Le PPCR est venu ensuite renforcer la promesse d'un déroulement de carrière sur deux grades, au moins, qui voit aujourd'hui des collègues n'ayant pas atteint la cinquantaine ou le 11<sup>ème</sup> échelon, être promus. Il reste encore du chemin avant que la reconnaissance de nos métiers soit financièrement à sa juste valeur mais cela nous permet de mesurer le fossé qui sépare une politique de construction, de négociation, de confiance mutuelle et pas décrétée, d'une gouvernance de confrontation, médiatique et méprisante.

Puisqu'il semble désormais acceptable de s'attribuer des bons points soi-même, nous allons céder à cette nouvelle mode. Nous nous félicitons donc que le travail de longue haleine mené par les syndicats pour une hors classe accessible à tous les professeurs des écoles (ou presque car nous n'oublions pas les instituteurs sacrifiés) se concrétise par ce taux enfin équivalent à ceux des autres corps. Nos félicitations vont aux plus de 400 promus et nos remerciements aux services qui nous ont encore une fois permis de travailler sereinement en nous envoyant les documents à temps et en restant disponibles pour le meilleur traitement des dossiers de nos collègues.

Sur un autre plan, mais qui illustre tout autant la rupture consommée entre les enseignants et leur ministère, nous nous apprêtons à retourner à une situation de classe plus traditionnelle même si des aménagements vont persister face à la menace d'une deuxième vague. Nous ne nous étendrons pas sur l'ubuesque succession de protocoles censés être appliqués en moins de 5 jours.

Protocoles qui pourraient se résumer par « faites le si c'est possible, sinon débrouillez-vous ».

Se débrouiller, c'est justement ce que nous avons fait pendant tout le confinement. Avec notre matériel, nos connexions, notre temps, notre capacité à innover, à improviser un nouveau métier. Avec les parents qui jouent le jeu, ou pas. Les enfants qui peuvent suivre ou pas. Pendant deux mois, nous avons assuré ! Et heureusement car contrairement à ce que M. Blanquer a prétendu, tout n'était pas prêt, loin s'en faut. Les plateformes numériques étaient sous dimensionnées, les moyens manquaient et l'improvisation régnait.

Désormais nous sentons bien que l'heure de la reprise en mains a sonné, les injonctions, souvent contradictoires se succèdent à un rythme effréné. Le ministère aux abonnés absent pendant ces longs mois a retrouvé sa connexion et le chemin des plateaux médiatiques. Les protocoles, ordres, commandes et autres tableaux s'amoncellent, jusqu'à vouloir réguler les vacances de nos élèves. Or le fonctionnement de l'instruction en confinement, n'est pas l'école. Les collègues s'y sont usés. La lassitude a laissé place à la fatigue qui se mue en colère, quand injustement attaqués les professeurs ne sont pas défendus par leur hiérarchie. De cueilleurs de fraises nous sommes devenus des décrocheurs, cibles de journalistes et chroniqueurs indignes mais cibles pratiques pour celui qui ainsi évite des critiques qui devraient lui être adressées. Et nous ne parlons pas des directeurs, complètement à bout physiquement et nerveusement, qu'on va charger de gérer les fameuses vacances apprenantes.

Au-delà de la crise actuelle, l'économie défiant toujours l'écologie, le climat et la nature, d'autres pandémies sont à craindre. Il est donc urgent de tirer un bilan honnête de la situation que nous avons vécue, car nous craignons d'avoir à la revivre à plus ou moins long terme.

L'école de la crise n'est pas l'école que nous voulons. L'école à distance n'est pas l'avenir de l'école, tant elle rend difficile les interactions essentielles à la construction des apprentissages des élèves, tant elle se décharge sur les parents des responsabilités qui sont les siennes dans l'accompagnement de tous, tant elle creuse les inégalités sociales de réussite scolaire. Cependant, l'école doit se préparer à de nouvelles crises et a minima se préparer à prendre en charge les conséquences de celle qui nous frappe depuis plusieurs mois. Cela ne peut se faire sans moyens supplémentaires. Pour les enseignants, les familles, les collectivités. Pour un plan d'équipement en matériel et infrastructures.

Tout au long de la crise, le SE-Unsa a porté un message de responsabilité pour les personnels et pour l'Ecole. Ceux-ci ont répondu présents. Ils ont besoin pour réussir leur mission que la nation investisse davantage dans l'Ecole à la prochaine rentrée pour qu'elle soit vraiment l'école de tous. Ils n'ont pas besoin de batteries d'évaluations déconnectées de leurs pratiques de classe. Ils savent observer leurs élèves et identifier leurs besoins. Ce qui leur manque, c'est la confiance dans leur professionnalité et des conditions matérielles et humaines qui leur permettent de bien faire leur métier. Et un ministre qui les défende, pas qui hurle avec la meute.

C'est un appel, c'est censé fonctionner les jours comme aujourd'hui.